

Ce document constitue un outil de documentation et n'engage pas la responsabilité des institutions

► **B** **RÈGLEMENT (CE) N° 716/2007 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL**
du 20 juin 2007
relatif aux statistiques communautaires sur la structure et l'activité des filiales étrangères
(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)
(JO L 171 du 29.6.2007, p. 17)

Modifié par:

| | | Journal officiel | | |
|--------------------|----------------------------------------------------------------|------------------|------|-----------|
| | | n° | page | date |
| ► <u>M1</u> | Règlement (CE) n° 747/2008 de la Commission du 30 juillet 2008 | L 202 | 20 | 31.7.2008 |
| ► <u>M2</u> | Règlement (UE) n° 517/2013 du Conseil du 13 mai 2013 | L 158 | 1 | 10.6.2013 |



**RÈGLEMENT (CE) N° 716/2007 DU PARLEMENT EUROPÉEN
ET DU CONSEIL**

du 20 juin 2007

**relatif aux statistiques communautaires sur la structure et l'activité
des filiales étrangères**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EURO-
PÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son
article 285, paragraphe 1,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis de la Banque centrale européenne ⁽¹⁾,

statuant conformément à la procédure visée à l'article 251 du traité ⁽²⁾,

considérant ce qui suit:

- (1) Des statistiques communautaires régulières et de bonne qualité sur la structure et l'activité des filiales étrangères dans l'ensemble de l'économie sont essentielles pour une évaluation adéquate de l'impact des entreprises à capitaux étrangers sur l'économie de l'Union européenne. Ceci faciliterait également la surveillance de l'efficacité du marché intérieur et l'intégration progressive des économies dans le cadre de la mondialisation. Dans ce contexte, les entreprises multinationales jouent un rôle de premier plan, mais les petites et moyennes entreprises peuvent également être concernées par un contrôle étranger.
- (2) La mise en œuvre et le réexamen de l'accord général sur le commerce des services (AGCS) et de l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), ainsi que les négociations en cours et à venir sur de nouveaux accords supposent la mise à disposition d'informations statistiques pertinentes à l'appui des négociations.
- (3) Pour la préparation des politiques économiques, de la concurrence, des entreprises, de la recherche, du développement technique et de l'emploi dans le contexte du processus de libéralisation, des statistiques sur les filiales étrangères sont nécessaires afin de mesurer les effets directs et indirects du contrôle étranger sur l'emploi, les salaires et la productivité dans des pays et des secteurs particuliers.

⁽¹⁾ JO C 144 du 14.6.2005, p. 14.

⁽²⁾ Avis du Parlement européen du 12 décembre 2006 (non encore paru au Journal officiel) et décision du Conseil du 25 mai 2007.

▼B

- (4) Les informations fournies au titre de la législation communautaire existante ou disponibles dans les États membres sont insuffisantes, inadéquates ou insuffisamment comparables pour servir de base fiable aux travaux de la Commission.
- (5) Le règlement (CE) n° 184/2005 ⁽¹⁾ établit un cadre commun pour la production systématique de statistiques communautaires sur la balance des paiements, le commerce international des services et les investissements directs étrangers. Étant donné que les statistiques de balance des paiements ne couvrent que partiellement les données incluses dans l'AGCS, il est essentiel de produire de façon régulière des statistiques détaillées sur les filiales étrangères.
- (6) Le règlement (CE, Euratom) n° 58/97 du Conseil du 20 décembre 1996 relatif aux statistiques structurelles sur les entreprises ⁽²⁾ et le règlement (CEE) n° 696/93 du Conseil du 15 mars 1993 relatif aux unités statistiques d'observation et d'analyse du système productif dans la Communauté ⁽³⁾ établissent un cadre commun pour la collecte, l'établissement, la transmission et l'évaluation des statistiques communautaires sur la structure et l'activité des entreprises dans la Communauté.
- (7) L'établissement de comptes nationaux conformément au règlement (CE) n° 2223/96 du Conseil du 25 juin 1996 relatif au système européen des comptes nationaux et régionaux dans la Communauté ⁽⁴⁾ exige des statistiques comparables, complètes et fiables sur les filiales étrangères.
- (8) Collectivement, le manuel des statistiques du commerce international des services des Nations unies, le manuel de la balance des paiements (cinquième édition) du Fonds monétaire international, la définition de référence des investissements étrangers directs et le manuel sur les indicateurs de globalisation économique de l'Organisation de coopération et de développement économiques établissent des règles générales pour l'établissement de statistiques internationales comparables sur les filiales étrangères.
- (9) La production de statistiques communautaires spécifiques est régie par les règles établies par le règlement (CE) n° 322/97 du Conseil du 17 février 1997 relatif à la statistique communautaire ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ JO L 35 du 8.2.2005, p. 23. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 602/2006 de la Commission (JO L 106 du 19.4.2006, p. 10).

⁽²⁾ JO L 14 du 17.1.1997, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil (JO L 393 du 30.12.2006, p. 1).

⁽³⁾ JO L 76 du 30.3.1993, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil (JO L 284 du 31.10.2003, p. 1).

⁽⁴⁾ JO L 310 du 30.11.1996, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1267/2003 du Parlement européen et du Conseil (JO L 180 du 18.7.2003, p. 1).

⁽⁵⁾ JO L 52 du 22.2.1997, p. 1. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 1882/2003.

▼B

- (10) Étant donné que l'objectif du présent règlement, à savoir l'établissement de normes statistiques communes en vue de la production de statistiques comparables sur les filiales étrangères, ne peut pas être réalisé de façon suffisante par les États membres et peut donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action, être mieux réalisé au niveau communautaire, la Communauté peut prendre des mesures, conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, le présent règlement n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif.
- (11) Il convient d'arrêter les mesures nécessaires à la mise en œuvre du présent règlement conformément à la décision 1999/468/CE du Conseil du 28 juin 1999 fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission ⁽¹⁾.
- (12) Il convient en particulier d'habiliter la Commission à adapter les définitions figurant aux annexes I et II et le niveau de détail prévu à l'annexe III, ainsi qu'à apporter toutes modifications des annexes I et II en découlant, à mettre en œuvre les résultats des études pilotes et à définir les normes communes de qualité adéquates ainsi que le contenu et la périodicité des rapports de qualité. Ces mesures ayant une portée générale et ayant pour objet de modifier des éléments non essentiels du présent règlement, ou de compléter le présent règlement par l'ajout de nouveaux éléments non essentiels, elles doivent être arrêtées selon la procédure de réglementation avec contrôle prévue à l'article 5 *bis* de la décision 1999/468/CE.
- (13) Le comité du programme statistique, institué par la décision 89/382/CEE, Euratom ⁽²⁾, et le comité des statistiques monétaires, financières et de balance des paiements, institué par la décision 2006/856/CE ⁽³⁾ ont été consultés,

ONT ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Objet

Le présent règlement établit un cadre commun pour la production systématique de statistiques communautaires sur la structure et l'activité des filiales étrangères.

Article 2

Définitions

Aux fins du présent règlement, on entend par:

- a) «filiale étrangère»: soit une entreprise qui réside dans le pays déclarant et sur laquelle une unité institutionnelle qui ne réside pas dans le pays déclarant exerce le contrôle, soit une entreprise qui ne réside pas dans le pays déclarant et sur laquelle une unité institutionnelle qui réside dans le pays déclarant exerce le contrôle;

⁽¹⁾ JO L 184 du 17.7.1999, p. 23. Décision modifiée par la décision 2006/512/CE (JO L 200 du 22.7.2006, p. 11).

⁽²⁾ JO L 181 du 28.6.1989, p. 47.

⁽³⁾ JO L 332 du 30.11.2006, p. 21.

▼B

- b) «contrôle»: le pouvoir de déterminer la politique générale d'une entreprise en choisissant au besoin ses administrateurs. À cet égard, l'entreprise A est dite contrôlée par l'unité institutionnelle B lorsque B contrôle — directement ou indirectement — plus de la moitié des voix attribuées aux actionnaires ou plus de la moitié des actions;
- c) «contrôle étranger»: la situation dans laquelle l'unité institutionnelle contrôlante réside dans un pays autre que celui où réside l'unité institutionnelle qu'elle contrôle;
- d) «succursales»: les unités locales qui ne sont pas des entités juridiques distinctes, qui dépendent d'entreprises à capitaux étrangers. Elles sont traitées comme des quasi-sociétés au sens du point 3 f) de l'annexe, section III, sous-section B, notes explicatives, du règlement (CEE) n° 696/93;
- e) «statistiques sur les filiales étrangères»: les statistiques qui décrivent l'activité globale des filiales étrangères;
- f) «statistiques entrantes sur les filiales étrangères»: les statistiques qui décrivent l'activité des filiales étrangères qui résident dans le pays déclarant;
- g) «statistiques sortantes sur les filiales étrangères»: les statistiques qui décrivent l'activité à l'étranger des filiales étrangères contrôlées par une unité institutionnelle qui réside dans le pays déclarant;
- h) «unité institutionnelle contrôlante ultime d'une filiale étrangère»: l'unité institutionnelle qui, en remontant la chaîne de contrôle d'une filiale étrangère, n'est pas contrôlée par une autre unité institutionnelle;
- i) «entreprise», «unité locale» et «unité institutionnelle»: les entités correspondantes au sens du règlement (CEE) n° 696/93.

*Article 3***Transmission des données**

Les États membres transmettent à la Commission (Eurostat) des données sur les filiales étrangères concernant les caractéristiques, les activités économiques et la ventilation géographique visées aux annexes I, II et III.

*Article 4***Sources de données**

1. Tout en respectant les conditions relatives à la qualité visées à l'article 6, les États membres collectent les informations requises en vertu du présent règlement en utilisant l'ensemble des sources qu'ils estiment pertinentes et appropriées.

2. Les personnes physiques et morales tenues de fournir des informations répondent dans les délais et selon les définitions établis par les institutions nationales responsables de la collecte des données dans les États membres conformément au présent règlement.

▼B

3. Si les données requises ne peuvent être collectées à un coût raisonnable, il est possible de transmettre les meilleures estimations, valeurs zéro comprises.

*Article 5***Études pilotes**

1. La Commission établit un programme d'études pilotes à mener à titre volontaire par les autorités nationales au sens de l'article 2 du règlement (CE) n° 322/97 concernant des variables et des ventilations additionnelles pour les statistiques entrantes et sortantes sur les filiales étrangères.
2. Les études pilotes sont effectuées afin d'évaluer la pertinence et la faisabilité de la collecte des données, en prenant en considération les avantages de la disponibilité des données par rapport au coût du système statistique et à la charge pesant sur les entreprises.
3. Le programme d'études pilotes de la Commission est cohérent avec les annexes I et II.
4. Sur la base des conclusions des études pilotes, la Commission arrête les mesures d'application nécessaires pour les statistiques entrantes et sortantes sur les filiales étrangères en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 10, paragraphe 3.
5. Les études pilotes sont achevées au plus tard le 19 juillet 2010.

*Article 6***Normes et rapports de qualité**

1. Les États membres prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer la qualité des données transmises conformément aux normes communes de qualité.
2. Les États membres communiquent à la Commission (Eurostat) un rapport sur la qualité des données transmises (ci-après dénommé «rapport de qualité»).
3. Les normes communes de qualité ainsi que le contenu et la périodicité des rapports de qualité sont spécifiés par la Commission en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 10, paragraphe 3.
4. La Commission évalue la qualité des données transmises.

*Article 7***Manuel de recommandations**

En coopération étroite avec les États membres, la Commission publie un manuel de recommandations qui contient les définitions pertinentes et des orientations complémentaires concernant les statistiques communautaires produites conformément au présent règlement.



Article 8

Calendrier et dérogations

1. Les États membres établissent les données suivant le calendrier de mise en application spécifié aux annexes I et II.
2. Pendant une période transitoire n'excédant pas quatre ans à partir de la première année de référence visée aux annexes I et II, des dérogations aux dispositions du présent règlement peuvent être accordées par la Commission aux États membres, pendant une durée limitée, en conformité avec la procédure de réglementation visée à l'article 10, paragraphe 2, dans la mesure où leurs systèmes nationaux nécessitent des adaptations majeures.

Article 9

Mesures d'application

1. Les mesures d'application du présent règlement suivantes sont arrêtées en conformité avec la procédure de réglementation visée à l'article 10, paragraphe 2:
 - a) la détermination du format et de la procédure appropriés pour la transmission des résultats par les États membres;et
 - b) l'octroi de dérogations aux États membres lorsque leurs systèmes nationaux exigent des adaptations majeures, y compris l'octroi de dérogations à de nouvelles exigences faisant suite à des études pilotes, conformément à l'article 8, paragraphe 2.
2. Les mesures suivantes visant à modifier des éléments non essentiels du présent règlement, y compris en le complétant, sont arrêtées en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 10, paragraphe 3:
 - a) les adaptations des définitions figurant aux annexes I et II ainsi que du niveau de détail prévu à l'annexe III, et les modifications aux annexes I et II qui en découlent;
 - b) la mise en œuvre des résultats des études pilotes, conformément à l'article 5, paragraphe 4;et
 - c) la définition des normes communes de qualité adéquates et du contenu et de la périodicité des rapports de qualité, conformément à l'article 6, paragraphe 3.
3. Une attention particulière est accordée aux principes voulant que les avantages liés à de telles mesures l'emportent sur leurs coûts et que toute charge financière supplémentaire pour les États membres ou les entreprises devrait rester dans des limites raisonnables.

Article 10

Comité

1. La Commission est assistée par le comité du programme statistique (ci-après dénommé «comité»).
2. Dans le cas où il est fait référence au présent paragraphe, les articles 5 et 7 de la décision 1999/468/CE s'appliquent, dans le respect des dispositions de l'article 8 de celle-ci.

▼B

La période prévue à l'article 5, paragraphe 6, de la décision 1999/468/CE est fixée à trois mois.

3. Dans le cas où il est fait référence au présent paragraphe, l'article 5 *bis*, paragraphes 1 à 4, et l'article 7 de la décision 1999/468/CE s'appliquent, dans le respect des dispositions de l'article 8 de celle-ci.

4. La Banque centrale européenne et les banques centrales nationales peuvent assister aux réunions du comité en qualité d'observateurs.

*Article 11***Coopération avec le comité des statistiques monétaires, financières et de balance des paiements**

Dans la mise en œuvre du présent règlement, la Commission consulte le comité des statistiques monétaires, financières et de balance des paiements sur toute question relevant de la compétence de ce comité, et notamment sur toutes les mesures visant à l'adaptation aux évolutions économiques et techniques concernant la collecte et le traitement statistique des données ainsi que le traitement et la transmission des résultats.

*Article 12***Rapport sur la mise en œuvre**

Au plus tard le 19 juillet 2012, la Commission soumet au Parlement européen et au Conseil un rapport sur la mise en œuvre du présent règlement. Ce rapport doit notamment:

- a) évaluer la qualité des statistiques produites;
- b) évaluer les bénéfices retirés par la Communauté, les États membres, les fournisseurs et utilisateurs d'informations statistiques des statistiques produites en relation avec les coûts;
- c) évaluer l'état d'avancement des études pilotes et leur mise en œuvre;
et
- d) identifier les domaines dans lesquels des améliorations sont possibles et les modifications considérées comme nécessaires au vu des résultats obtenus et des coûts engendrés.

*Article 13***Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

▼B*ANNEXE I***MODULE COMMUN RELATIF AUX STATISTIQUES ENTRANTES
SUR LES FILIALES ÉTRANGÈRES**

SECTION 1

Unité statistique

Les unités statistiques sont les entreprises et l'ensemble des succursales, qui sont placés sous un contrôle étranger selon les définitions prévues à l'article 2. Les succursales sont traitées comme des quasi-entreprises.

▼M1

SECTION 2

Caractéristiques

Les caractéristiques à établir selon les définitions figurant à l'annexe du règlement (CE) n° 2700/98 de la Commission du 17 décembre 1998 relatif aux définitions des caractéristiques des statistiques structurelles sur les entreprises ⁽¹⁾ sont les suivantes:

| Code | Intitulé |
|---------|----------------------------------------------------------------|
| 11 11 0 | Nombre d'entreprises |
| 12 11 0 | Chiffre d'affaires |
| 12 12 0 | Valeur de la production |
| 12 15 0 | Valeur ajoutée au coût des facteurs |
| 13 11 0 | Montant total des achats de biens et de services |
| 13 12 0 | Achats de biens et de services destinés à la revente en l'état |
| 13 31 0 | Dépenses de personnel |
| 15 11 0 | Investissements bruts en biens corporels |
| 16 11 0 | Nombre de personnes occupées |

Les États membres relèveront également les caractéristiques suivantes pour l'année de référence 2009 et les années ultérieures:

| Code | Intitulé et définition |
|---------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 22 11 0 | <p>Dépenses totales de R&D interne (*)</p> <p>Il s'agit de la recherche et du développement expérimental composé d'un travail original entrepris sur une base systématique visant à augmenter le stock de connaissances, incluant les sciences de l'homme, des civilisations et des groupes humains et l'utilisation de ce stock de connaissances pour concevoir de nouvelles applications.</p> <p>Il s'agit de l'ensemble des dépenses de recherche et développement (R&D) réalisées au sein de l'unité, indépendamment de la source de financement.</p> <p>Les dépenses de R&D doivent être distinguées des dépenses de plusieurs autres activités auxquelles elles sont liées, et donc les dépenses suivantes sont exclues des dépenses de R&D:</p> <ul style="list-style-type: none"> — dépenses d'éducation et formation, — dépenses pour d'autres activités scientifiques et technologiques (par exemple: services d'information, essais et standardisation, études de faisabilité), — dépenses d'autres activités industrielles (par exemple: innovations industrielles non comprises ailleurs), |

⁽¹⁾ JO L 344 du 18.12.1998, p. 49. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1670/2003 (JO L 244 du 29.9.2003, p. 74).

▼ M1

| Code | Intitulé et définition |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>— dépenses pour des activités ayant un caractère exclusivement financier (y compris les autres activités administratives et auxiliaires).</p> <p>Les dépenses de R&D peuvent, selon la législation nationale, être enregistrées sous l'un des trois postes suivants: <i>mouvements d'actifs incorporels; mouvements d'actifs corporels; dépenses d'exploitation</i>.</p> <p>Si, au regard de la législation nationale en vigueur, ces dépenses peuvent être en tout ou en partie considérées comme des immobilisations, elles apparaissent dans les mouvements d'actifs incorporels portés, dans les comptes d'entreprises, sous la rubrique: «<i>Actif immobilisé — immobilisations incorporelles — frais de recherche et de développement</i>».</p> <p>Si, toujours au regard de la législation nationale en vigueur, ces dépenses ne peuvent être que partiellement capitalisées ou ne peuvent être capitalisées, la partie considérée comme une dépense courante est portée sous les rubriques: <i>charges de matières premières et consommables, autres charges externes, frais de personnel</i> et <i>autres charges d'exploitation</i>, alors que les dépenses en capital apparaissent dans les mouvements d'actifs corporels figurant à la rubrique <i>actifs immobilisés — immobilisations corporelles</i>.</p> |
| 22 12 0 | <p>Effectif total du personnel de R&D (*)</p> <p>Il s'agit de la recherche et du développement expérimental composé d'un travail original entrepris sur une base systématique visant à augmenter le stock de connaissances, incluant les sciences de l'homme, des civilisations et des groupes humains et l'utilisation de ce stock de connaissances pour concevoir de nouvelles applications.</p> <p>Doivent être comptabilisées sous cette rubrique toutes les personnes directement employées à des activités de recherche et de développement (R&D), ainsi que celles assurant la prestation de services directs, tels que cadres de direction, administrateurs et employés de bureau affectés à des activités de R&D. Doivent être en revanche exclus les employés fournissant des services indirects tels que les personnels de cantine et de sécurité, même si leur rémunération est incluse dans la catégorie des frais de fonctionnement à des fins de mesures des dépenses.</p> <p>Le personnel de R&D doit être distingué du personnel des plusieurs autres activités qui sont liées à la R&D. Les catégories de personnel suivantes sont exclues du personnel de R&D:</p> <ul style="list-style-type: none"> — le personnel employé à l'éducation et à la formation, — le personnel employé dans d'autres activités scientifiques et technologiques (par exemple: services d'information, essais et standardisation, études de faisabilité), — le personnel employé dans d'autres activités industrielles (par exemple: innovations industrielles non comprises ailleurs), — le personnel employé dans des activités administratives et des activités auxiliaires. <p>Liens avec les comptes d'entreprises</p> <p>L'effectif total du personnel de R&D peut ne pas faire l'objet d'un traitement distinct dans les comptes d'entreprises. Il est inclus dans le «<i>nombre des membres du personnel</i>» qui apparaît dans les annexes aux comptes d'entreprises [article 43 (8)].</p> <p>Liens avec d'autres variables</p> <p>Partie de <i>nombre de personnes occupées</i> (16 11 0).</p> |

(*) Les variables 22 11 0 et 22 12 0 sont déclarées tous les deux ans. Si le montant total du chiffre d'affaires ou le nombre de personnes occupées dans une division des sections B à F de la NACE Rév. 2 représente, dans un État membre, moins de 1 % du total communautaire, les informations nécessaires à l'établissement des statistiques relatives aux caractéristiques 22 11 0 et 22 12 0 n'ont pas besoin d'être collectées aux fins du présent règlement.

▼ M1

Si le nombre de personnes occupées n'est pas disponible, le nombre de salariés (code 16 13 0) est établi.

Les variables «dépenses totales de R&D interne» (code 22 11 0) et «effectif total du personnel de R&D» (code 22 12 0) ne doivent être établies que pour les activités des sections B, C, D, E et F de la NACE. Jusqu'à l'année de référence 2009, les États membres établiront ces variables telles qu'elles sont définies à l'annexe du règlement (CE) n° 2700/98 de la Commission du 17 décembre 1998.

En ce qui concerne la section K de la NACE, seuls le nombre d'entreprises, le chiffre d'affaires ⁽¹⁾ et le nombre de personnes occupées (ou, à défaut, le nombre de salariés) sont établis.

▼ B

SECTION 3

Niveau de détail

Les données sont fournies suivant le concept d'«unité institutionnelle contrôlante ultime» en combinant le niveau 2-IN de la ventilation géographique avec le niveau 3 de la ventilation par activité, prévus à l'annexe III, et le niveau 3 de la ventilation géographique avec «Économie des entreprises».

SECTION 4

Première année de référence et périodicité

1. La première année de référence pour laquelle les statistiques annuelles sont établies est l'année civile de l'entrée en vigueur du présent règlement.
2. Les États membres fournissent des données pour toutes les années civiles suivantes.
3. La première année de référence pour laquelle les variables «dépenses totales de R&D interne» (code 22 11 0) et «effectif total du personnel de R&D» (code 22 12 0) doivent être établies est 2007.

SECTION 5

Transmission des résultats

Les résultats sont transmis dans un délai de vingt mois à compter de la fin de l'année de référence.

SECTION 6

Rapports et études pilotes

1. Les États membres communiquent à la Commission un rapport relatif à la définition, à la structure et à la disponibilité des données statistiques à établir aux fins du présent module commun.
2. En ce qui concerne le niveau de détail couvert par la présente annexe, la Commission arrête des études pilotes à mettre en œuvre par les autorités nationales au sens de l'article 2 du règlement (CE) n° 322/97, en vertu de l'article 5 du présent règlement.
3. Les études pilotes sont effectuées afin d'évaluer la faisabilité de l'obtention des données, en prenant en considération les avantages de la disponibilité de telles données par rapport au coût de la collecte et à la charge pesant sur les entreprises.

⁽¹⁾ En ce qui concerne la division 64 de la NACE Rév. 2, le chiffre d'affaires est remplacé par la valeur de la production.

▼B

4. Les études pilotes portent sur les caractéristiques suivantes:

| Code | Intitulé |
|------|---------------------------------------------------|
| | Exportations de biens et de services |
| | Importations de biens et de services |
| | Exportations intra-groupe de biens et de services |
| | Importations intra-groupe de biens et de services |

Une ventilation entre biens et services est opérée pour les exportations, importations, exportations intra-groupe et importations intra-groupe.

5. Des études pilotes portent également sur la faisabilité de l'établissement des données pour les activités des sections M, N et O de la NACE et de l'établissement des variables «dépenses totales de R&D interne» (code 22 11 0) et «effectif total du personnel de R&D» (code 22 12 0) pour les activités des sections G, H, I, K, M, N et O de la NACE. Des études pilotes sont également menées pour évaluer la pertinence, la faisabilité et le coût de la ventilation des données prévues à la section 2 en classes de grandeur mesurées en termes de nombre de personnes occupées.



ANNEXE II

MODULE COMMUN RELATIF AUX STATISTIQUES SORTANTES SUR LES FILIALES ÉTRANGÈRES

SECTION 1

Unité statistique

Les unités statistiques sont les entreprises et l'ensemble des succursales à l'étranger, qui sont contrôlées par une unité institutionnelle qui réside dans le pays déclarant conformément aux définitions figurant à l'article 2.

SECTION 2

Caractéristiques

Les caractéristiques à établir selon les définitions figurant à l'annexe du règlement (CE) n° 2700/98 sont les suivantes:

| Code | Intitulé |
|---------|------------------------------|
| 12 11 0 | Chiffre d'affaires |
| 16 11 0 | Nombre de personnes occupées |
| 11 11 0 | Nombre d'entreprises |

Si le nombre de personnes occupées n'est pas disponible, le nombre de salariés (code 16 13 0) est établi.

SECTION 3

Niveau de détail

Les données sont fournies avec le détail par pays d'implantation et par activité de la filiale étrangère spécifié à l'annexe III. Le détail par pays d'implantation et par activité est combiné comme suit:

- niveau 1 de la ventilation géographique combiné avec le niveau 2 de la ventilation par activité,
- niveau 2-OUT de la ventilation géographique combiné avec le niveau 1 de la ventilation par activité,
- niveau 3 de la ventilation géographique combiné avec les données sur l'activité totale uniquement.

SECTION 4

Première année de référence et périodicité

1. La première année de référence pour laquelle les statistiques annuelles sont établies est l'année civile de l'entrée en vigueur du présent règlement.
2. Les États membres fournissent des données pour toutes les années civiles suivantes.

SECTION 5

Transmission des résultats

Les résultats sont transmis dans un délai de vingt mois à partir de la fin de l'année de référence.

SECTION 6

Rapports et études pilotes

1. Les États membres communiquent à la Commission un rapport relatif à la définition, à la structure et à la disponibilité des données statistiques à établir aux fins du présent module commun.

▼B

2. En ce qui concerne le niveau de détail couvert par la présente annexe, la Commission arrête des études pilotes à mettre en œuvre par les autorités nationales au sens de l'article 2 du règlement (CE) n° 322/97, conformément à l'article 5 du présent règlement.
3. Les études pilotes sont effectuées afin d'évaluer la pertinence et la faisabilité de l'obtention des données, en prenant en considération les avantages de la disponibilité de ces données par rapport au coût de la collecte et à la charge pesant sur les entreprises.
4. Les études pilotes portent sur les caractéristiques suivantes:

| Code | Intitulé |
|---------|---------------------------------------------------|
| 13 31 0 | Dépenses de personnel |
| | Exportations de biens et de services |
| | Importations de biens et de services |
| | Exportations intra-groupe de biens et de services |
| | Importations intra-groupe de biens et de services |
| 12 15 0 | Valeur ajoutée au coût des facteurs |
| 15 11 0 | Investissements bruts en biens corporels |

▼B

ANNEXE III

NIVEAUX DE VENTILATION GÉOGRAPHIQUE ET DE VENTILATION PAR ACTIVITÉ

| Niveaux de ventilation géographique | Niveau 1 | | Niveau 2-OUT (Niveau 1 + 24 pays) |
|-------------------------------------|---------------------------------------------------------------|----|---------------------------------------------------------------|
| V2 | Extra-UE-27 | V2 | Extra-UE-27 |
| | | IS | Islande |
| | | LI | Liechtenstein |
| | | NO | Norvège |
| CH | Suisse | CH | Suisse |
| RU | Fédération de Russie | RU | Fédération de Russie |
| | | TR | Turquie |
| | | EG | Égypte |
| | | MA | Maroc |
| | | NG | Nigeria |
| | | ZA | Afrique du Sud |
| CA | Canada | CA | Canada |
| US | États-Unis d'Amérique | US | États-Unis d'Amérique |
| | | MX | Mexique |
| | | AR | Argentine |
| BR | Brésil | BR | Brésil |
| | | CL | Chili |
| | | UY | Uruguay |
| | | VE | Venezuela |
| | | IL | Israël |
| CN | Chine | CN | Chine |
| HK | Hong Kong | HK | Hong Kong |
| IN | Inde | IN | Inde |
| | | ID | Indonésie |
| JP | Japon | JP | Japon |
| | | KR | Corée du Sud |
| | | MY | Malaisie |
| | | PH | Philippines |
| | | SG | Singapour |
| | | TW | Taiwan |
| | | TH | Thaïlande |
| | | AU | Australie |
| | | NZ | Nouvelle-Zélande |
| Z8 | Extra-UE-27 non affectés | Z8 | Extra-UE-27 non affectés |
| C4 | Centres financiers offshore | C4 | Centres financiers offshore |
| Z7 | Contrôle à parts égales des UICU (*) de plus d'un État membre | Z7 | Contrôle à parts égales des UICU (*) de plus d'un État membre |

(*) Unité institutionnelle contrôlante ultime d'une filiale étrangère.

▼B

Niveau 2-IN

| | |
|----|------------------------------------------------------------------|
| A1 | Total mondial (ensemble des unités, y compris le pays déclarant) |
| Z9 | Reste du monde (à l'exclusion du pays déclarant) |
| A2 | Contrôle par le pays déclarant |
| V1 | UE-27 (Intra-UE-27), à l'exclusion du pays déclarant |
| BE | Belgique |
| BG | Bulgarie |
| CZ | République tchèque |
| DK | Danemark |
| DE | Allemagne |
| EE | Estonie |
| GR | Grèce |
| ES | Espagne |
| FR | France |

▼M2

HR Croatie

▼B

| | |
|----|---------------------------------------------------------------|
| IE | Irlande |
| IT | Italie |
| CY | Chypre |
| LV | Lettonie |
| LT | Lituanie |
| LU | Luxembourg |
| HU | Hongrie |
| MT | Malte |
| NL | Pays-Bas |
| AT | Autriche |
| PL | Pologne |
| PT | Portugal |
| RO | Roumanie |
| SI | Slovénie |
| SK | Slovaquie |
| FI | Finlande |
| SE | Suède |
| UK | Royaume-Uni |
| Z7 | Contrôle à parts égales des UICU (*) de plus d'un État membre |
| V2 | Extra-UE-27 |
| AU | Australie |
| CA | Canada |
| CH | Suisse |
| CN | Chine |
| HK | Hong Kong |
| IL | Israël |
| IS | Islande |
| JP | Japon |
| LI | Liechtenstein |
| NO | Norvège |
| NZ | Nouvelle-Zélande |
| RU | Fédération de Russie |
| TR | Turquie |
| US | États-Unis d'Amérique |
| C4 | Centres financiers offshore |
| Z8 | Extra-UE-27 non affectés |

(*) Unité institutionnelle contrôlante ultime d'une filiale étrangère.

▼B

Niveau 3

| | | | | | | | |
|----|------------------------|----|----------------------------------------|-------------------|---------------------------------------------|-------|-----------------------------|
| AD | Andorre | EE | Estonie (*) | KZ | Kazakhstan | QA | Qatar |
| AE | Émirats arabes unis | EG | Égypte | LA | Laos, République démocratique populaire | RO | Roumanie (*) |
| AF | Afghanistan | ER | Érythrée | LB | Liban | RS | Serbie |
| AG | Antigua-et-Barbuda | ES | Espagne (*) | LC | Sainte-Lucie | RU | Russie, Fédération de |
| AI | Anguilla | ET | Éthiopie | LI | Liechtenstein | RW | Rwanda |
| AL | Albanie | FI | Finlande (*) | LK | Sri Lanka | SA | Arabie saoudite |
| AM | Arménie | FJ | Fiji | LR | Libéria | SB | Salomon, Îles |
| AN | Antilles néerlandaises | FK | Falkland, (Malvinas) Îles | LS | Lesotho | SC | Seychelles |
| AO | Angola | FM | Micronésie, États fédérés de | LT | Lituanie (*) | SD | Soudan |
| AQ | Antarctique | FO | Féroé, Îles | LU | Luxembourg (*) | SE | Suède (*) |
| AR | Argentine | FR | France (*) | LV | Lettonie (*) | SG | Singapour |
| AS | Samoa américaines | GA | Gabon | LY | Libyenne, Jamahiriya arabe | SH | Sainte-Hélène |
| AT | Autriche (*) | GD | Grenade | MA | Maroc | SI | Slovénie (*) |
| AU | Australie | GE | Géorgie | MD | Moldova, République de | SK | Slovaquie (*) |
| AW | Aruba | GG | Guernesey | ME | Monténégro | SL | Sierra Leone |
| AZ | Azerbaïdjan | GH | Ghana | MG | Madagascar | SM | Saint-Marin |
| BA | Bosnie-Herzégovine | GI | Gibraltar | MH | Marshall, Îles | SN | Sénégal |
| BB | Barbade | GL | Groenland | MK ⁽¹⁾ | Ancienne République yougoslave de Macédoine | SO | Somalie |
| BD | Bangladesh | GM | Gambie | ML | Mali | SR | Suriname |
| BE | Belgique (*) | GN | Guinée | MM | Myanmar | ST | São Tomé-et-Principe |
| BF | Burkina Faso | GQ | Guinée équatoriale | MN | Mongolie | SV | El Salvador |
| BG | Bulgarie (*) | GR | Grèce (*) | MO | Macao | SY | Syrienne, République arabe |
| BH | Bahreïn | GS | Géorgie du Sud et Îles Sandwich du Sud | MP | Mariannes Nord, Îles | du SZ | Swaziland |
| BI | Burundi | GT | Guatemala | MR | Mauritanie | TC | Turks et Caïques, Îles |
| BJ | Bénin | GU | Guam | MS | Montserrat | TD | Tchad |
| BM | Bermudes | GW | Guinée-Bissau | MT | Malte (*) | TF | Terres australes françaises |
| BN | Brunei Darussalam | GY | Guyana | MU | Maurice | TG | Togo |
| BO | Bolivie | HK | Hong-Kong | MV | Maldives | TH | Thaïlande |
| BR | Brésil | HM | Heard, Île et McDonald, Îles | MW | Malawi | TJ | Tadjikistan |
| BS | Bahamas | HN | Honduras | MX | Mexique | TK | Tokelau |
| BT | Bhoutan | HR | Croatie ► M2 (*) ◀ | MY | Malaisie | TM | Turkménistan |
| BV | Bouvet, Île | HT | Haïti | MZ | Mozambique | TN | Tunisie |
| BW | Botswana | HU | Hongrie (*) | NA | Namibie | TO | Tonga |
| BY | Bélarus | ID | Indonésie | NC | Nouvelle-Calédonie | TP | Timor-Leste |
| BZ | Belize | IE | Irlande (*) | NE | Niger | TR | Turquie |

(1) Code provisoire qui n'influence pas la dénomination définitive qui sera attribuée au pays après la conclusion des négociations en cours aux Nations unies.

▼B

| | | | | | | | |
|----|--------------------------------------|----|-------------------------------------------------------------------|----|--------------------------------|----|------------------------------------------|
| CA | Canada | IL | Israël | NF | Norfolk, Île | TT | Trinité-et-Tobago |
| CC | Cocos (Keeling), Îles | IM | Île de Man | NG | Nigéria | TV | Tuvalu |
| CD | Congo, la République démocratique du | IN | Inde | NI | Nicaragua | TW | Taïwan, Province de Chine |
| CF | Centrafricaine, République | IO | Océan indien, territoire britannique de l' | NL | Pays-Bas (*) | TZ | Tanzanie, République unie de |
| CG | Congo | IQ | Iraq | NO | Norvège | UA | Ukraine |
| CH | Suisse | IR | Iran, République islamique d' | NP | Népal | UG | Ouganda |
| CI | Côte d'Ivoire | IS | Islande | NR | Nauru | UK | Royaume-Uni (*) |
| CK | Cook, Îles | IT | Italie (*) | NU | Niué | UM | Îles mineures éloignées des États-Unis |
| CL | Chili | JE | Jersey | NZ | Nouvelle-Zélande | US | États-Unis |
| CM | Cameroun | JM | Jamaïque | OM | Oman | UY | Uruguay |
| CN | Chine | JO | Jordanie | PA | Panama | UZ | Ouzbékistan |
| CO | Colombie | JP | Japon | PE | Pérou | VA | Saint-Siège (État de la Cité du Vatican) |
| CR | Costa Rica | KE | Kenya | PF | Polynésie française | VC | Saint-Vincent-et-les-Grenadines |
| CU | Cuba | KG | Kirghizistan | PG | Papouasie-Nouvelle-Guinée | VE | Venezuela |
| CV | Cap Vert | KH | Cambodge | PH | Philippines | VG | Îles Vierges britanniques |
| CX | Christmas, Île | KI | Kiribati | PK | Pakistan | VI | Îles Vierges des États-Unis |
| CY | Chypre (*) | KM | Comores | PL | Pologne (*) | VN | Viêt Nam |
| CZ | République tchèque (*) | KN | Saint-Kitts-et-Nevis | PN | Pitcairn | VU | Vanuatu |
| DE | Allemagne (*) | KP | Corée, République populaire démocratique de (Corée du Nord) | PS | Palestinien occupé, Territoire | WF | Wallis et Futuna |
| DJ | Djibouti | KR | Corée, République de (Corée du Sud) | PT | Portugal (*) | WS | Samoa |
| DK | Danemark (*) | KW | Koweït | PW | Palaos | YE | Yémen |
| DM | Dominique | KY | Caïmanes, Îles | PY | Paraguay | | |
| DO | Dominicaine, République | | | | | ZA | Afrique du Sud |
| DZ | Algérie | | | | | ZM | Zambie |
| EC | Équateur | Z8 | Extra-UE-27 non affectés | | | ZW | Zimbabwe |
| A2 | Contrôle par le pays déclarant | Z7 | Contrôle à parts égales des UICU (**) de plus d'un État membre | | | | |

(*) Uniquement pour les statistiques entrantes.

(**) Unité institutionnelle contrôlante ultime d'une filiale étrangère.

▼ **M1**

Niveaux 1 et 2 de la ventilation par activité des statistiques sortantes sur les filiales étrangères

| Niveau 1 | Niveau 2 | NACE Rev. 2 |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| TOTAL ACTIVITÉ | TOTAL ACTIVITÉ | Sections B à S (à l'exclusion de O) |
| INDUSTRIES EXTRACTIVES | INDUSTRIES EXTRACTIVES | Section B |
| | Extraction d'hydrocarbures et services de soutien aux industries extractives | Divisions 06, 09 |
| INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE | INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE | Section C |
| | Industries alimentaires, fabrication de boissons et fabrication de produits à base de tabac | Divisions 10, 11, 12 |
| | TOTAL Industrie textile et travail du bois | Divisions 13, 14, 16, 17, 18 |
| | Fabrication de textiles et industrie de l'habillement | Divisions 13, 14 |
| | Travail du bois, industrie du papier et du carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements | Divisions 16, 17, 18 |
| Raffinage, industrie chimique, pharmaceutique, du caoutchouc et des plastiques | TOTAL Raffinage, industrie chimique, pharmaceutique, du caoutchouc et des plastiques | Divisions 19, 20, 21, 22 |
| | Cokéfaction et raffinage | Division 19 |
| | Industrie chimique | Division 20 |
| | Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique | Division 22 |
| | TOTAL Métallurgie et fabrication de machines et d'équipements | Divisions 24, 25, 26, 28 |
| | Métallurgie et fabrication de produits métalliques | Divisions 24, 25 |
| Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques | Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques | Division 26 |
| | Fabrication de machines et équipements n.c.a. | Division 28 |
| Industrie automobile et fabrication d'autres matériels de transport | TOTAL Industrie automobile et fabrication d'autres matériels de transport | Divisions 29, 30 |
| | Industrie automobile | Division 29 |
| | Fabrication d'autres matériels de transport | Division 30 |
| | TOTAL Autres industries manufacturières | Divisions 15, 23, 27, 31, 32, 33 |
| PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ | PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ | Section D |
| PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION | PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION | Section E |
| | Captage, traitement et distribution d'eau | Division 36 |
| | Collecte et traitement des eaux usées; collecte, traitement et élimination des déchets, récupération; dépollution | Divisions 37, 38, 39 |

▼ M1

| Niveau 1 | | Niveau 2 | NACE Rev. 2 |
|-----------------------------------------------------|----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|
| CONSTRUCTION | | CONSTRUCTION | Section F |
| TOTAL SERVICES | | TOTAL SERVICES | Sections G, H, I, J, K, L, M, N, P, Q, R, S |
| COMMERCE; RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES | | COMMERCE; RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES | Section G |
| | | Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles | Division 45 |
| | | Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles | Division 46 |
| | | Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles | Division 47 |
| TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE | ET | TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE | Section H |
| | | TOTAL Transports et entreposage | Divisions 49, 50, 51, 52 |
| | | Transports terrestres et transport par conduites | Division 49 |
| | | Transports par eau | Division 50 |
| | | Transports aériens | Division 51 |
| | | Entreposage et services auxiliaires des transports | Division 52 |
| | | Activités de poste et de courrier | Division 53 |
| HÉBERGEMENT RESTAURATION | ET | HÉBERGEMENT ET RESTAURATION | Section I |
| INFORMATION COMMUNICATION | ET | INFORMATION ET COMMUNICATION | Section J |
| | | Production de films cinématographiques, de vidéos et de programmes de télévision, enregistrement sonore et édition musicale; programmation et diffusion | Divisions 59, 60 |
| | | Télécommunications | Division 61 |
| | | Autres activités d'information et de communication | Divisions 58, 62, 63 |
| ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE | | ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE | Section K |
| | | Intermédiation financière, hors assurance et de caisses de retraite | Division 64 |
| | | — Activités des sociétés holding | Groupe 64.2 |
| | | Assurance | Division 65 |
| | | Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance | Division 66 |
| | | ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES | Section L |

▼ **M1**

| Niveau 1 | Niveau 2 | NACE Rev. 2 |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES | ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES | Section M |
| | Activités juridiques et comptables | Division 69 |
| | — Activités juridiques | Groupe 69.1 |
| | — Activités comptables | Groupe 69.2 |
| | Activités des sièges sociaux; conseil de gestion | Division 70 |
| | — Activités des sièges sociaux | Groupe 70.1 |
| | — Conseil de gestion | Groupe 70.2 |
| | Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques | Division 71 |
| Recherche-développement scientifique | Recherche-développement scientifique | Recherche-développement scientifique |
| | Publicité et études de marché | Division 73 |
| | — Publicité | Groupe 73.1 |
| | — Études de marché et sondages | Groupe 73.2 |
| | Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques; activités vétérinaires | Divisions 74, 75 |
| | ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN | Section N |
| | Activités de location et location-bail | Division 77 |
| | Autres activités de services administratifs et de soutien | Divisions 78, 79, 80, 81, 82 |
| | ENSEIGNEMENT | Section P |
| | SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE | Section Q |
| ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES | ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES | Section R |
| | Activités créatives, artistiques et de spectacle | Division 90 |
| | Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles | Division 91 |
| | Activités sportives, récréatives et de loisirs; organisation de jeux de hasard et d'argent | Divisions 92, 93 |
| | AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES | Section S |
| | Activités des organisations associatives | Division 94 |
| | Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques; autres services personnels | Divisions 95, 96 |
| | Non affectés | |

▼ **M1**

Niveau 3 de la ventilation par activité des statistiques entrantes sur les filiales étrangères

| Niveau 3 (NACE Rév. 2) | |
|--------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Rubrique | Niveau de détail requis |
| Économie des entreprises | Sections B à N, sauf K |
| INDUSTRIES EXTRACTIVES | Section B |
| INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE | Section C Toutes les divisions 10 à 33 |
| PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ | Section D Division 35 |
| PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION | Section E Toutes les divisions 36 à 39 |
| CONSTRUCTION | Section F Toutes les divisions 41 à 43 Tous les groupes 41.1 et 41.2, 42.1 à 42.9, 43.1 à 43.9 |
| COMMERCE; RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES | Section G Toutes les divisions 45 à 47 Tous les groupes 45.1 à 45.2, 46.1 à 46.9, 47.1 à 47.9 |
| TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE | Section H Toutes les divisions 49 à 53 Tous les groupes 49.1 à 49.5 |
| HÉBERGEMENT ET RESTAURATION | Section I Toutes les divisions 55 à 56 Groupes 55.1 à 55.9, 56.1 à 56.3 |
| INFORMATION ET COMMUNICATION | Section J Toutes les divisions 58 à 63 Groupes 58.1, 58.2, 63.1, 63.9 |
| ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE | Section K Toutes les divisions 64 à 66 |
| ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES | Section L Division 68 |
| ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES | Section M Toutes les divisions 69 à 75 |
| ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN | Section N Toutes les divisions 77 à 82 Groupes 77.1 à 77.4 |